

Science et non-science dans le débat identitaire actuel

Par Learry Gagné

Le mouvement woke, largement défini comme une sensibilité aux discriminations dans nos sociétés et une volonté de s'y attaquer à la source, est la cible de très nombreuses critiques d'intellectuels qui n'acceptent pas de se faire traiter de xénophobes, même indirectement. Dans ce texte, je propose d'aborder ce qui me semble être la critique la plus fondamentale du wokisme, soit l'accusation d'« anti-scientisme ». C'est selon moi une stratégie qui permet aux « anti-wokes » d'*invalidier a priori* les arguments de la gauche identitaire plutôt que d'avoir à en débattre.

Anti-scientisme

Le constat est clair : les critiques du wokisme se donnent le rôle de défenseur de la Science contre une clique révolutionnaire qui veut jeter à terre les fondements du raisonnement scientifique à l'université. On peut distinguer trois éléments fondamentaux de la science telle qu'interprétée dans la littérature anti-woke. Celle-ci a pour fondement la *raison*, elle exige une *méthode* rigoureuse, et elle porte sur des *faits* empiriques.

Face à l'exigence de raison, le wokisme est coupable de sentimentalisme. Il « préfère la satisfaction des sens à l'exercice de la raison » (Simard 2021, 154), il « privilégie l'hystérie morale en lieu et place de l'argumentation raisonnée » (Poulin 2020). Pour François Charbonneau (2022, 124), la grande majorité des professeurs en sciences sociales sont « investis émotionnellement » dans leurs recherches; ils pensent pouvoir changer le monde. Même si les objectifs des Wokes peuvent s'avérer louables, comme la lutte contre la discrimination, ils sont « emportés par l'indignation moralisante » (Mouterde 2021). En gros, les Wokes sont incapables de raisonner correctement.

Tout le monde connaît la base de la méthode scientifique. Dans les débats publics, on oppose fréquemment celle-ci à l'idéologie et à la religion. Les Wokes n'échapperont pas à ces classifications. Pour David Rand (2021, 132-133), la méthode woke se compare à une « parareligion moderne » dont les caractéristiques sont le dogmatisme, l'infalsifiabilité, le manichéisme et le culte de la personnalité. Il en va de même pour la « bien-pensance » chez Patrick Moreau (2021, 157-158) (vérité unique, inquisitions, interdits), et la « gauche identitaire » chez Michel Roche (2021, 201) (obsession pour les symboles, réinvention du passé).

La vérité peut soit se découvrir par le libre débat d'idées, soit être imposée par une autorité. Il va de soi que cette dernière méthode se révèle incompatible avec la pratique scientifique. Comme on peut s'y attendre, les propositions du wokisme seront traitées comme des tentatives d'imposition unilatérale

de la vérité. Les Wokes déclament des « vérités morales littéralement sacrées et donc indiscutables » (Mouterde 2020). C'est un « rejet des normes et principes de la rationalité » où les positions sont « décrétées à l'avance seules acceptables » (Baillargeon 2019, 29). Pour le Woke, « rendre le monde meilleur » signifie « présenter mes convictions personnelles comme des vérités incontestables » (Boucher et Prévost 2022, 163). Et finalement, « Être Woke, c'est se croire en éveil pendant que les autres sommeillent, et cela implique d'avoir reçu une révélation pendant que la masse serait en proie à l'aliénation » (Poulin 2020).

La liberté d'expression, et son corollaire, la liberté universitaire¹, est une condition *sine qua non* de la possibilité de dévoilement de la vérité. Nous ne traiterons pas ici de la liberté de prononcer certains mots, par exemple le « mot en N ». Il s'agit d'un tout autre débat, de nature politique plutôt qu'épistémologique. Selon Moreau (2021, 60), les « idéologues » refusent l'égalité du droit de parole, et par conséquent, refusent « la recherche en commun de la vérité ». Pour Jean-Marie Lafortune et Hans Poirier (2019, 250), « [L]es avantages collectifs liés à l'avancement des connaissances formelles, pour la communauté scientifique et la société, l'emportent sur le désagrément individuel d'être choqué ». Vouloir corriger les inégalités d'accès au discours, c'est « introduire un préjugé idéologique » et « s'approprie[r] les règles du jeu »; il faut laisser celles-ci à « l'institution de la démocratie » (Thériault 2022, 233 et 240).

Le troisième élément de la méthode scientifique porte sur l'observation de faits empiriques. On reproche au wokisme d'abandonner les faits pour s'intéresser aux fausses idoles que sont les relations de pouvoir (la posture postmoderne), les symboles (la posture constructiviste), et les valeurs (la posture prescriptiviste). Nonobstant le fait que ces trois postures soient *a priori* des domaines valides de recherche comme on le verra plus loin, les accusations ne manquent pas. Les Wokes « n'identifient qu'une seule cause à l'oppression, la colonisation, et qu'une seule motivation au savoir, la volonté de dominer » (Paquerot 2022, 339). Pour Gilbert, Prévost et Tellier (2022, 34), il existe deux visions de l'université, et la mauvaise est un « nouvel ordre social basé sur les différences individuelles et qui s'expliquent par des rapports de domination ». Selon Marc Chevrier (2021, 40), les Wokes mettent sur le même plan la science et « les superstitions, les croyances spirituelles, les traditions culturelles, les coutumes ancestrales, les expériences de soi subjectives, etc. ». Le 30 janvier 2020 paraissait dans *Le Devoir* un « Manifeste contre le dogmatisme universitaire » où est jugée la « gauche postmoderne » apparemment dominante dans nos institutions. On y lit à propos des professeurs membres du culte : « Leurs opinions sont présentées comme des faits, et les faits sont délogés au statut de «construction sociale» ».

1 Formellement, la liberté universitaire est la liberté des professeurs permanents d'engager les recherches de leur choix sans entrave des pouvoirs, mais dans le débat actuel, elle est de moins en moins discernable de la simple liberté d'expression.

Application au racialisme

Ce qui fait sans doute la particularité du wokisme est sa défense des minorités soumises à la domination. Et la forme de domination qui a retenu le plus l'attention médiatique un peu partout en Occident, incluant au Québec, est la question raciale. Pour ce qu'on appelle la « gauche identitaire », les « races » sont à la fois des construits sociaux et des réalités effectives, c'est à dire que l'ethnie n'est pas à concevoir au niveau biologique mais bien à celui des perceptions et des catégorisations socio-politiques². C'est un mouvement de gauche dans la mesure où, selon ses tenants, c'est le colonialisme occidental qui a créé les catégories raciales que l'on connaît aujourd'hui et qui suscitent toujours le débat. Face à cela, on peut déplorer leur emploi de deux manières : affirmer que la question ne se pose même pas car ce ne sont pas des catégories valides; ou admettre leur validité, mais comme le relent d'un passé raciste qui n'existe plus.

Il y a d'abord ceux qui rejettent l'explication biologique, avec raison, mais qui la collent au wokisme, comme Charles LeBlanc (2021, 228-229) qui affirme que pour les Wokes, la couleur de peau constitue une caractéristique fondamentale de l'humanité, ou encore Rachad Antonius (2021, 115) pour qui le rapport victimaire aux esclaves du passé présuppose « une essentialisation de ces identités sur des bases biologiques ». Ensuite il y a ceux qui accusent le wokisme de raviver des catégories d'une époque révolue, et ainsi faire violence tant à l'Histoire qu'à la morale. Pour Nelson Charest (2022, 317), le passé colonial n'est plus effectif aujourd'hui, mais les Wokes insistent pour le ramener. Une théorie particulière stipule que l'Occident, en appelant de ses valeurs humanistes, aurait fait son *mea culpa* colonial et que le problème serait ainsi réglé. Non seulement la « science occidentale » n'est pas responsable d'injustices qui ont toujours partout existé, mais elle fournit la possibilité d'une auto-critique (Vecoli 2021, 323-324). Et grâce à cette faculté, les génocides et les camps de rééducation seraient « inconcevables » de nos jours en Occident.

L'« universalisme humaniste », soit la croyance en une seule humanité sans domination divine, est un corollaire de l'approche scientifique qui rejette la notion de « race ». Il est largement considéré comme une des principales valeurs occidentales. Comme le mentionne explicitement le premier article de la Déclaration des droits de l'homme de 1789, « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ». Les critiques du wokisme vont couramment se ranger du côté de l'universel, contrairement au particularisme identitaire du wokisme. Pour Tellier (2022, 262-263), « suggérer qu'il n'y a qu'une race humaine est pour certains tenants de l'EDI [équité, diversité et inclusion] une grave insulte ». Et pour Vecoli (2021, 321-322), l'universalisme humaniste donne la capacité de se mettre dans la peau de l'autre, essentiel en science historique pour comprendre et expliquer, ce que la gauche identitaire refuse en pratiquant un « subjectivisme radical ».

² La justification des ethnies sur des bases strictement biologiques, chose courante au 19^e siècle et dans la première moitié du siècle suivant, constitue elle-même un construit social de la part des dominants servant à « objectiver » leur racisme.

Critique de la critique

En tentant d'établir une frontière entre ce qui est de la science et ce qui n'en est pas, l'anti-wokisme fait preuve d'une compréhension naïve de l'épistémologie. Il entretient des illusions entre autres sur la neutralité axiologique des propositions en sciences sociales, sur le pouvoir révélateur du libre marché des idées, et sur le positivisme et l'empirisme en sciences sociales. Ces illusions exigent un refus non seulement de l'Histoire (cet idéal a-t-il déjà existé?), mais aussi de siècles de débats intellectuels. On ne règle pas ces questions en se contentant de citer Mill, Weber, et Popper. C'est infiniment plus complexe que cela.

Le principe voulant que la vérité émane du libre débat d'idées, où toutes les opinions se valent, relève d'une vision simpliste de l'agora. D'abord, celle-ci ignore les structures de pouvoir à l'œuvre dans toute situation de débat intellectuel. Comme l'a remarqué Iris Marion Young (1996, 120-136) au sujet de l'idéal de démocratie délibérative, il n'y a pas de discussion « d'égal à égal » dans la vraie vie. Chacun arrive dans l'agora avec ses différences de pouvoir, de situation, voire de talents oratoires. Pour Young, les débats gagnent en qualité lorsqu'on préserve la diversité plutôt que de chercher à l'éliminer. On peut établir des parallèles avec la recherche de la vérité dans le champ de la recherche : le militantisme décolonial a sa place dans un débat qui, plus souvent qu'autrement, ne s'éloigne pas trop d'un *statu quo* hérité d'une époque où il était imprudent de critiquer l'entreprise coloniale.

Et même si on s'engage dans le libre débat, quelle garantie avons-nous que la vérité, ou moins ambitieusement des idées de qualité, en jaillira? L'expérience de l'Internet devrait être suffisante pour nous montrer qu'une agora qui permet à tous de s'exprimer et qui offre même l'anonymat, ce qui permet de masquer les différences, peut partir dans tous les sens. Les vertus épistémiques du libre débat ont été pensées il y a longtemps, dans un cadre où le débat intellectuel était réservé à une classe relativement homogène et polie, soit l'homme blanc de bonne famille. Alors que pour J.S. Mill, la liberté d'expression doit être quasi-absolue pour assurer le choc des opinions nécessaire à l'émergence de la vérité, nous préférons à notre époque des limitations pour préserver la dignité des interlocuteurs et le respect mutuel (Canto-Sperber 2016).

Milton Friedman, apôtre du libre marché total, représente un bon exemple de dérive possible du « marché des idées ». Friedman s'oppose à l'intervention de l'État contre les discriminations, car dans un marché libre, la boutique discriminante aura accès à un bassin de clients en principe moindre que son compétiteur non discriminant. Par conséquent, ce premier devra abandonner ses pratiques ou faire faillite. Donc, à long terme, la discrimination disparaîtra toute seule (Friedman 1962, 93-95). Mais ce n'est pas ce qui se passe aujourd'hui, ni même à son époque. L'écart entre les attentes du débat libre et les résultats concrets est on ne peut plus criant. Ce qui fait sens pour le débat sur des enjeux sociaux le fait tout autant pour la recherche du vrai en sciences sociales.

La prétention à l'universel de l'anti-wokisme s'avère problématique à plusieurs égards. Réglons d'abord le cas de l'universalisme humaniste exprimé dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. J'espère qu'il apparaît évident pour tout le monde que l'Occident n'a jamais sérieusement appliqué l'article 1 : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune ». Les choses ont évolué, mais disons que le texte de 1789 n'a été pris à la lettre que vers les années 1980, soit 200 ans plus tard, et encore. Nous ne nous attarderons pas plus longtemps sur ce point.

Plus intéressant pour notre propos est l'origine de l'universalisme. Une thèse assez répandue est, que ce soit dans le domaine moral, culturel, ou scientifique, ce qui est considéré comme universel est en fait la préférence ou l'intérêt d'une classe dominante imposé à autrui sans paraître comme un rapport de forces. Pierre Bourdieu a savamment étudié ce phénomène :

[L]’universalisme abstrait sert le plus souvent à justifier l’ordre établi, la distribution en vigueur des pouvoirs et des privilèges – c’est à dire la domination de l’homme, hétérosexuel, euro-américain (blanc), bourgeois -, au nom des exigences formelles d’un universel abstrait (la démocratie, les droits de l’homme, etc.) dissocié des conditions économiques et sociales de sa réalisation historique ou, pire, au nom de la condamnation ostentatoirement universaliste de toute revendication d’un particularisme et, du même coup, de toutes les «communautés» construites sur la base d’une particularité stigmatisée (femmes, gays, Noirs, etc.) et suspectes ou accusées de s’exclure des unités sociales plus englobantes («nation», «humanité») (Bourdieu 2003, 103-104).

L'universalisme humaniste dont il est question ici serait donc une conception proprement occidentale dont on aurait évacué les « conditions économiques et sociales de sa réalisation historique » afin de (se) convaincre de la nécessité de ses principes moraux, car ce qui distingue les principes universels est qu'« aucun homme ne [peut] les nier ouvertement sans nier en lui-même son humanité » (Bourdieu 1994, 166).

Une autre opération de déclassement du wokisme consiste à refuser le statut de discipline universitaire légitime aux théories critiques, que ce soit le postmodernisme (réel ou imaginé; Folco 2020), le constructivisme, les *cultural studies*, et autres études queers, noires, etc. Il y a une différence entre critiquer le postmodernisme, et le rejeter en bloc en tant qu'idéologie malsaine. C'est un fait maintes fois vérifié historiquement, que certaines entreprises scientifiques ont été marquées significativement par des jeux de pouvoir, et rien ne prouve que cela ne soit plus possible aujourd'hui. Ça vaut la peine d'adopter une posture critique face à la science telle qu'enseignée à l'université, surtout dans les sciences humaines et sociales. Cela n'implique pas un nihilisme. En outre, on ne peut affirmer à la fois que la pratique scientifique implique la possibilité de critique sans barrières, et empêcher de critiquer la structure de savoir scientifique universitaire. Le champ scientifique et la méthode scientifique ne sont pas la même chose.

Ces théories dites critiques émanent d'une liberté universitaire effective. Ce sont des domaines d'études relativement nouveaux rendus possibles par un champ de recherche qui s'ouvre aux idées alternatives. Il n'est pas question de « domination » ou de « renversement » du champ, ces domaines coexistent avec ceux plus traditionnels. Vouloir les éliminer parce qu'ils se veulent transgressifs et par conséquent destructeurs revient à souhaiter revenir à une époque où les savoirs étaient sous contrôle d'une classe dominante. Par exemple, les études queers sont « à la mode » non pas parce qu'on n'y avait pas songé avant, mais bien parce que la permission d'en faire un objet d'étude distinct à l'université ne fut accordée que tout récemment (Nicolas 2021).

Comment alors réconcilier la liberté universitaire comme principe fondamental à la recherche de la vérité, et l'exclusion de pans entiers de recherche en sciences humaines et sociales ? Simplement en qualifiant ces derniers d'anti-science, d'idéologie ou de religion. Ce qui n'est possible que si l'on universalise une institution particulière (l'Université occidentale comme lieu et condition de pratique privilégié de la Science) en la déshistoricisant et en s'aveuglant sur le contexte de son existence. La norme universitaire traditionnelle se transmute en fondement de la Science, et ce qui est en-dehors devient hors-science. Pourtant, cette posture scientifique des anti-Wokes cesse d'être neutre et objective dès lors où s'exerce un jugement sur ce qu'est de la science et ce qu'est de l'idéologie, et que ce jugement se fonde sur des conceptions naïves et a-historiques de la science.

La critique du wokisme n'est plus à déterminer si ses méthodes sont appropriées, si ses partisans penchent trop à gauche, ou s'ils versent dans un militantisme inapproprié. Il s'agit ici d'une authentique *exclusion* à la fois de l'université et du débat public par un *déclassement* radical de leurs manières de voir la société. De plus, comme on se permet de mettre dans la catégorie woke à peu près n'importe quoi, on se donne les moyens d'exclure quiconque menace l'ordre universitaire établi. Prenons un exemple de déclassement sélectif : dans un texte dialogique, Maxime Prévost affirme qu'« un désaccord fondamental existe entre Mathieu Bock-Côté et moi » à propos de l'immigration, « mais Mathieu Bock-Côté n'a pas toujours tort et n'est pas constamment animé de mauvaises intentions ». Cette approche nuancée n'est possible qu'ayant déclaré Bock-Côté interlocuteur légitime. Pourquoi offre-t-il cette politesse à lui, mais pas aux Wokes ? Quel est le critère de sélection ? Dans l'ouvrage collectif qui s'en prend intégralement aux Wokes, *Identité, « race », liberté d'expression*, sur les 20 articles de 22 auteurs, un seul répond à des arguments de personnalités qu'on pourrait appeler des Wokes québécois, celui de Micheline Labelle (2021) à propos d'Émilie Nicolas et de Dalie Giroux. Tous les autres, sans exception, monologuent derrière des Wokes imaginaires, exception faite de Robin DiAngelo (2018) de temps à autre, une cible immanquable pour l'anti-wokisme international.

Conclusion

En conclusion, si les Wokes sont exclus de l'agora à cause de leur incapacité à débattre de manière rationnelle, et que les minoritaires qui revendiquent une voix se font qualifier de woke, qui va parler pour eux? Les penseurs « scientifiques » vont leur présenter le nouveau contrat social une fois signé? C'est un peu cela qui s'est passé avec l'inclusion de clauses non discriminatoires dans les constitutions nationales. Ces clauses rendant illégal le racisme, celui-ci disparaît *de facto* de la société. Ceux qui en décèlent toujours les traces bien vivantes font partie de ces Wokes qui refusent la vie en commun. Donc, au fond, on passe de la vieille société universaliste où seul l'homme blanc avait droit de cité, à une nouvelle société universaliste plus inclusive, mais dont les modalités sont établies par l'homme blanc. Alors que les groupes traditionnellement exclus ont obtenu des gains importants dans le champ politique et dans la société en général au Québec ces dernières années, les luttes pour se tailler une place dans le champ intellectuel se voient exacerbées par le mouvement anti-woke.

Note biographique :

Learry Gagné est philosophe et chercheur indépendant, spécialisé en épistémologie des sciences sociales.

Références :

Antonius, Rachad. 2021. « Une question de méthode. Les carences argumentaires de la culture de l'annulation », dans : R. Antonius et N. Baillargeon (Dir.). *Identité, « race », liberté d'expression. Perspectives critiques sur certains débats qui fracturent la gauche*, pp. 103-125. Québec : Presses de l'Université Laval.

Baillargeon, Normand. 2019. « Malaise dans la conversation démocratique », dans : N. Baillargeon (Dir.). *Liberté surveillée*, pp. 11-36. Montréal : Leméac.

Boucher, Geneviève et Maxime Prévost. 2022. « Dialogue de l'éveil. Les études littéraires à l'ère du militantisme identitaire », dans : A. Gilbert (Dir.). *Libertés malmenées. Chronique d'une année trouble à l'Université d'Ottawa*, pp.142-180. Montréal : Leméac.

Bourdieu, Pierre. 1994. *Raisons pratiques*. Paris: Seuil.

Bourdieu, Pierre. 2003. *Méditations pascaliennes*. Paris: Seuil.

Canto-Sperber, Monique. 2016. « Liberté d'expression et quête de la vérité », *Raisons politiques* 63 : 103-112.

Charbonneau, François. 2022. « Le beau rôle », dans : A. Gilbert (Dir.). *Libertés malmenées. Chronique d'une année trouble à l'Université d'Ottawa*, pp.119-141. Montréal : Leméac.

- Charest, Nelson. 2022. « L'école et la suspension of disbelief », dans : A. Gilbert (Dir.). *Libertés malmenées. Chronique d'une année trouble à l'Université d'Ottawa*, pp.310-327. Montréal : Leméac.
- Chevrier, Marc. 2021. « Les corruptions de la chaire. Réflexions sur l'université à partir de Max Weber », dans : R. Antonius et N. Baillargeon (Dir.). *Identité, « race », liberté d'expression. Perspectives critiques sur certains débats qui fracturent la gauche*, pp. 27-45. Québec : Presses de l'Université Laval.
- DiAngelo, Robin. 2018. *Fragilité blanche*. Paris: Arènes.
- Durand Folco, Jonathan. 2020. « Le dos large de la Gauche Postmoderne », *Ekopolitica*, 5 février. En ligne: <http://www.ekopolitica.info/2020/02/le-dos-large-de-la-gauche-postmoderne.html> (Page consultée le 16 juillet 2022).
- Friedman, Milton. 1962. *Capitalism and Freedom*. Chicago: University of Chicago Press.
- Gilbert, Anne, Maxime Prévost et Geneviève Tellier. 2022. « Notre crise d'Octobre », dans : A. Gilbert (Dir.). *Libertés malmenées. Chronique d'une année trouble à l'Université d'Ottawa*, pp.25-58. Montréal : Leméac.
- Labelle, Micheline. 2021. « En eaux troubles : regards sur le parcours d'une certaine gauche et de ses alliés et alliées », dans : R. Antonius et N. Baillargeon (Dir.). *Identité, « race », liberté d'expression. Perspectives critiques sur certains débats qui fracturent la gauche*, pp. 63-82. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Lafortune, Jean-Marie et Hans Poirier. 2019. « La liberté universitaire comme forme spécifique d'autocontrainte », dans : N. Baillargeon (Dir.). *Liberté surveillée*, pp. 245-264. Montréal : Leméac.
- LeBlanc, Charles. 2021. « Racialisme et ressentiment », dans : R. Antonius et N. Baillargeon (Dir.). *Identité, « race », liberté d'expression. Perspectives critiques sur certains débats qui fracturent la gauche*, pp. 221-240. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Moreau, Patrick. 2021. « La guerre des mots », dans : R. Antonius et N. Baillargeon (Dir.). *Identité, « race », liberté d'expression. Perspectives critiques sur certains débats qui fracturent la gauche*, pp. 47-60. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Mouterde, Pierre. 2020. « La rectitude politique est aussi un poison pour la gauche », *Le Devoir*, 5 février.
- Mouterde, Pierre. 2021. « A propos de la chasse aux sorcières menée contre les wokes », *Presse-toi à gauche!*, 2 mars. En ligne : <https://www.pressegauche.org/A-propos-de-l-histoire-et-de-la-chasse-aux-sorcieres-menees-contre-les-woke> (Page consultée le 16 juillet 2022).
- Nicolas, Émilie. 2021. « Entre civilisés », *Le Devoir*, 6 mai.
- Paquerot, Sylvie. 2022. « Retour sur les fondements de la crise : les failles de la théorie postcoloniale », dans : A. Gilbert (Dir.). *Libertés malmenées. Chronique d'une année trouble à l'Université d'Ottawa*, pp.328-350. Montréal : Leméac.
- Poulin, Alexandre. 2020. « Prendre congé de la gauche identitaire », *Le Devoir*, 9 décembre.

Rand, David. 2021. « Les Lumières absentes de la pensée Woke », dans : R. Antonius et N. Baillargeon (Dir.). *Identité, « race », liberté d'expression. Perspectives critiques sur certains débats qui fracturent la gauche*, pp. 127-145. Québec : Presses de l'Université Laval.

Roche, Michel. 2021. « La gauche identitaire dans les eaux côtières du mépris de classe », dans : R. Antonius et N. Baillargeon (Dir.). *Identité, « race », liberté d'expression. Perspectives critiques sur certains débats qui fracturent la gauche*, pp. 187-204. Québec : Presses de l'Université Laval.

Simard, Claude. 2021. « La bien-pensance postmoderne : un état d'esprit grégaire de l'exhibition et du ressenti », dans : R. Antonius et N. Baillargeon (Dir.). *Identité, « race », liberté d'expression. Perspectives critiques sur certains débats qui fracturent la gauche*, pp. 147-168. Québec : Presses de l'Université Laval.

Tellier, Geneviève. 2022. « Comment l'industrie de l'EDI a contribué à créer une gouvernance universitaire woke », dans : A. Gilbert (Dir.). *Libertés malmenées. Chronique d'une année trouble à l'Université d'Ottawa*, pp.260-283. Montréal : Leméac.

Thériault, Joseph Yvon. 2019. « Le déclin des institutions de la liberté : la liberté d'expression sur les campus UQAM », dans : N. Baillargeon (Dir.). *Liberté surveillée*, pp. 227-243. Montréal : Leméac.

Vecoli, Fabrizio. 2021. « Liberté académique et histoire des religions : un témoignage », dans : R. Antonius et N. Baillargeon (Dir.). *Identité, « race », liberté d'expression. Perspectives critiques sur certains débats qui fracturent la gauche*, pp. 313-330. Québec : Presses de l'Université Laval.

Young, Iris Marion. 1996. « *Communication and the Other: Beyond Deliberative Democracy* », dans : S. Benhabib (Dir.), *Democracy and Difference*. Princeton : Princeton University Press, pp. 120-136.